

Vers la réparation

Georges Clemenceau

Souvenirs d' Arménie. 29 août 1898 :

il y a des gens qui s' étonnent de l' inertie de l' opinion dans l' affaire Dreyfus-Esterhazy, et de la facilité avec lesquelles les masses plébésiennes ou bourgeoises s' en laissent imposer par les bas politiciens d' en haut et par quelques professionnels de l' uniforme, intéressés à confondre la France avec une demi-douzaine d' officiers d' état-major.

Le phénomène, cependant, est fort ancien chez nous, et tous les historiens ont remarqué que les brusques réveils qui suivent ces longues somnolences étaient la cause de nos révolutions. La continuité de l' évolution progressive s'accommode, en effet, très mal de cet état d' esprit.

Sous la monarchie, nous nous en sommes pris aux rois, accusés de réprimer l' élan populaire. Je ne nie pas qu' ils s' y soient, tour à tour, employés de leur mieux. Cependant nous voyons aujourd' hui que le peuple français ne gémit point sous la loi brutale d' un despote. Qu' arrive-t-il ? C' est qu' il nous manque justement la réaction de liberté qui suit partout les actes de la tyrannie. Où, plutôt, les rôles se trouvent transposés. Les chefs du peuple subissent, avec une lâche résignation, la puissance oppressive des préjugés qu' ils condamnent, et n' osent, par crainte des forces combinées d' ignorance, revendiquer la justice et le droit qu' ils prétendent représenter. Et il faut des savants, des lettrés, des hommes généralement peu disposés aux agitations de la vie publique, pour faire entendre les protestations généreuses dont les politiques autrefois faisaient leur gloire. Je ne me propose point aujourd' hui de raisonner de ces choses qui offrent une abondante matière à la philosophie. Je veux seulement noter qu' une occasion récente a scandaleusement révélé le même état d' âme dans notre démocratie. C' est au crime effroyable des massacres arméniens que je fais allusion.

Là, il ne s' agissait pas d' un juif. C' étaient des chrétiens qui étaient en cause. Et lesquels ? Des hommes paisibles, industriels, travailleurs, de moeurs douces et patriarcales, pillés, torturés, massacrés, brûlés pour le seul fait d' être chrétiens, et de se refuser à renier leur foi.

Femmes, enfants, vieillards, trois cent mille créatures humaines mises à mort sur l' ordre exprès du sultan par les *mêmes infidèles* contre qui nos aïeux se ruèrent en ces téméraires croisades dont on nous chante les gloires.

Trois mille chrétiens brûlés en bloc dans l' église d' Orfa. Je ne dis rien des femmes violées et du cimetière d' enfants massacrés à Diarbékir dont *l' illustration* a publié la photographie. Et, pendant ce temps, quelles protestations de la France ? Rien. Le misérable Hanotaux, muet. Les chambres, muettes.

Les députés catholiques, silencieux. Aussi les révolutionnaires. Oh ! Je sais bien, on cite un prêtre, le père Charmetant, qui s' est voué, de toute son énergie, à demander pitié pour les victimes de la barbarie d' orient. Les autres demeuraient cois, le pape, trop politique, n' ayant point bougé. La Russie laissait faire : donc la république française n' avait rien à dire. Les chambres se taisaient honteusement, et quand tout fut fini, quand, après *des années* écoulées, il ne resta plus, dans les vilayets arméniens, que quelques bandes misérables crevant, aux carrefours, de faim et de misère, alors, nous eûmes, au lieu du grand cri de justice attendu, de jolies petites interpellations anodines de Mm De Mun et Denis Cochin, destinées à sauver les apparences.

Et la presse, qu' en dire ? Nous fûmes trois ou quatre, tout au plus, à protester dès le début. Le reste ne dit mot, et les motifs, qui ont été publiquement donnés de ce silence, sont bien loin, j' ai le regret de le dire, de faire honneur à la corporation.

Quant à l' opinion publique elle demeura simplement indifférente. Les protestations, les meetings furent sans écho. On ne nous accusa point cette fois d' être *vendus aux chrétiens*, comme on nous accuse aujourd' hui d' être " vendus aux juifs " . Ce toupet manqua à certains de nos accusateurs. La riposte eût pu être curieuse. Pour nous, qui défendons la justice au profit des chrétiens, quand les chrétiens sont victimes du turc ; au profit du juif, quand le juif est victime du fanatisme chrétien, nous fîmes notre devoir jusqu' au bout, mais nous ne pûmes réussir à réveiller en France les vieilles passions généreuses des ancêtres. Le sultan cessa de massacrer, quand il lui plut. La France se désintéressait de ces choses. Alors, comment s' étonner de l' indifférence des foules dans l' affaire Dreyfus où le préjugé catholique contre les juifs conspire à détourner les coeurs de la simple pitié humaine ?

Je n' éprouve donc, pour ma part, aucune surprise de ce qui se passe. Tout au contraire, les nobles protestations dont nous sommes témoins me remplissent de confiance en l' avenir. La justice et la vérité,

même méconnues de tout un peuple, resteront la justice et la vérité, c' est à dire des choses supérieures aux aberrations d' un jour. Mais déjà, grâce à quelques-uns, on ne peut accuser la France d' avoir renié les hautes traditions du passé.

L' iniquité est de tous les temps et de tous les pays. Malgré l' écrasement d' une centralisation de fer, nous avons prouvé qu' il y avait des français, debout, qui refusaient de s' incliner devant la force au service du mensonge. Par ceux-là se refera la France généreuse et juste dont les peuples attendent le réveil.

La petite république me reproche *d' exagérer*, quand j' écris à propos des massacres arméniens : " les députés catholiques demeurèrent silencieux. Aussi les révolutionnaires ". *La petite république* a raison, car je n' ai pas tenu suffisamment compte du remarquable discours de Jaurès, en novembre 1896 (les massacres commencèrent en mars 1894) et de l' ordre du jour excellent, voté par les socialistes, à la suite de cette belle manifestation oratoire. Je regrette d' autant plus cet oubli excusable dans la hâte d' un article écrit en chemin de fer que je me souviens d' avoir, à ce propos, dans mon journal, publiquement félicité, et le parti socialiste et son chef.

Cela dit, je suis obligé de maintenir mon appréciation sur la situation actuelle du parti socialiste parlementaire, que j' ai formulée en ces termes : « les chefs du peuple subissent avec une lâche résignation la puissance oppressive des préjugés qu' ils condamnent, et n' osent, par crainte des forces coalisées d' ignorance, revendiquer la justice et le droit qu' ils prétendent représenter ».

Ce n' est pas, je suppose, dans le journal où Jaurès fait présentement la plus belle campagne pour la justice et pour la vérité, qu' on approuvera le vote des députés socialistes en faveur de l' affichage du discours Cavaignac. Les plus féroces se sont abstenus. Je serais surpris que *la petite république* approuvât cette neutralité lamentable entre la jésuitière de l' état-major et la justice qui demandait secours.

Mise en ligne le 3 décembre 2006 par
Arménag Aprahamian
Membre du Conseil National Arménien